



Commission des limites du plateau continental

Distr. générale
20 avril 2015
Français
Original : anglais

Trente-septième session

New York, 2 février-20 mars 2015

État d'avancement des travaux de la Commission des limites du plateau continental

Déclaration du Président

Résumé

La présente déclaration rend compte des travaux que la Commission des limites du plateau continental et ses sous-commissions ont menés pendant la trente-septième session. Elle présente notamment une synthèse des travaux consacrés aux demandes soumises par l'Uruguay; les îles Cook, au sujet du plateau de Manihiki; l'Argentine; l'Islande, au sujet de la zone du bassin d'Ægir et des parties occidentales et méridionales de la dorsale de Reykjanes; le Pakistan; la Norvège, au sujet de l'île Bouvet et de la Terre de la Reine Maud; l'Afrique du Sud, au sujet du territoire continental de la République sud-africaine; les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon, au sujet du plateau d'Ontong Java; la France et l'Afrique du Sud au sujet de la zone de l'archipel des Crozet et de l'archipel du Prince Édouard; Maurice au sujet de la région de l'île Rodrigues. La présente déclaration comporte également des informations sur les exposés faits à la Commission par le représentant du Pakistan conformément à l'alinéa b) du paragraphe 15.1 bis de l'annexe III au Règlement intérieur de la Commission, et par le représentant des Tonga au sujet de la demande de son pays concernant la partie ouest de la ride de Lau-Colville. Elle évoque également les questions relatives aux conditions d'emploi et de participation des membres de la Commission.



1. Conformément à la décision adoptée à sa trente-cinquième session (voir CLCS/85, par. 87) et approuvée par l'Assemblée générale au paragraphe 85 de sa résolution 69/245, la Commission des limites du plateau continental a tenu sa trente-septième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 2 février au 20 mars 2015. Elle s'est réunie en plénière du 9 au 13 février et du 9 au 13 mars. Les autres périodes ont été consacrées à l'examen technique des demandes, effectué dans les laboratoires du système d'information géographique de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

2. Ont participé à cette session les membres suivants de la Commission : Muhammad Arshad, Lawrence Folajimi Awosika, Galo Carrera, Francis L. Charles, Ivan F. Glumov¹, Richard Thomas Haworth, Martin Vang Heinesen, Emmanuel Kalngui, Wenzheng Lyu², Mazlan Bin Madon, Estevao Stefane Mahanjane, Jair Alberto Ribas Marques, Simon Njuguna, Isaac Owusu Oduro, Yong-Ahn Park, Carlos Marcelo Paterlini, Rasik Ravindra, Walter R Roest, Tetsuro Urabe et Szymon Uściniowicz. Avant le début de la session, George Jaoshvili a informé le Président de la Commission de sa démission par une lettre datée du 16 janvier 2015.

3. La Commission était saisie des communications et documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire (CLCS/L.38);
- b) Déclaration du Président sur l'état d'avancement des travaux de la Commission à ses trente-cinquième et trente-sixième session (CLCS/85 et CLCS/86);
- c) Demandes soumises par les États côtiers³ en application du paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁴;
- d) Résolution 69/245 de l'Assemblée générale;
- e) Communications reçues du Canada (29 décembre 2014), de la Côte d'Ivoire (17 et 19 novembre 2014), des États fédérés de Micronésie (21 novembre 2014), de la France (17 décembre 2014), de l'Islande (2 mars 2015), du Kenya (24 octobre 2014), du Maroc (10 mars 2015), du Nigéria (12 mars 2015), de la Norvège (17 décembre 2014), d'Oman (10 novembre 2014), du Pakistan (9 octobre 2014), de la Somalie (7 octobre 2014), du Sri Lanka (12 février 2015), de la République-Unie de Tanzanie (17 octobre 2014), des États-Unis d'Amérique (deux communications en date du 12 novembre 2014) et du Yémen (10 décembre 2014);
- f) Lettre adressée au Président de la Commission par George Jaoshvili (16 janvier 2015).

¹ M. Glumov a assisté à la session du 9 février au 13 mars 2015.

² Nouvelle transcription du nom de famille, précédemment transcrit Lu.

³ La liste complète des demandes soumises à la Commission est disponible à l'adresse suivante : www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1833, n° 31363.

Point 1 de l'ordre du jour

Ouverture de la trente-septième session

4. Le Président de la Commission, M. Awosika, a ouvert la partie plénière de la trente-septième session de la Commission.

Déclaration du Conseiller juridique

5. M. Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, a fait une déclaration. Notant l'importance que les États attachent aux travaux de la Commission et l'attention accrue que leur portent les médias et l'opinion publique, il a encouragé la Commission et ses sous-commissions à poursuivre leur coopération opérationnelle, dans tous les domaines et dans la transparence, avec les États présentant une demande, en leur donnant des avis scientifiques et techniques clairs. Il a également encouragé la Commission à achever l'examen du plus grand nombre possible de communications dont elle est activement saisie en adoptant des recommandations avant la fin du mandat actuel de ses membres, en juin 2017, et à étudier les moyens d'assurer la continuité des travaux de la Commission après l'expiration de son mandat en cours.

Point 2 de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour

6. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire (CLCS/L.38) et l'a adopté, tel que modifié (CLCS/87)⁵.

Point 3 de l'ordre du jour

Organisation des travaux

7. La Commission a approuvé son programme de travail et le calendrier des délibérations proposés par le Président.

Point 4 de l'ordre du jour

Charge de travail de la Commission

Conditions d'emploi des membres de la Commission

8. La Commission a rappelé qu'elle avait décidé à sa trente-cinquième session (voir CLCS/85, par. 87), qu'en 2015, elle tiendrait trois sessions de sept semaines chacune comprenant des séances plénières. Ceci représenterait au total 21 semaines

⁵ Le Président de la Commission les ayant invités à présenter leurs demandes à la trente-septième session, le Sri Lanka, le Danemark (au sujet du plateau continental sud du Groenland), l'Angola, le Canada (au sujet de l'océan Atlantique), les Bahamas, la France (au sujet de la zone de Saint-Pierre-et-Miquelon), la Somalie et, conjointement, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone (au sujet de zones de l'océan Atlantique adjacentes à la côte de l'Afrique de l'Ouest), ont indiqué qu'ils préféreraient présenter leurs demandes à une session ultérieure, étant entendu que cela n'aurait pas d'incidence sur leur place dans la liste des demandes.

de réunions de la Commission et de ses sous-commissions, étant entendu que cette décision pourrait être réexaminée durant la trente-septième session en fonction des progrès réalisés dans l'avancement des travaux des sous-commissions et d'autres faits relatifs à la fois à la charge de travail de la Commission et aux conditions d'emploi de ses membres.

9. À cet égard, la Commission a pris note des dispositions pertinentes de la résolution 69/245 de l'Assemblée générale, en particulier des paragraphes 80 à 85, ainsi que des informations communiquées par le secrétariat au sujet de l'assurance médicale et de l'espace de travail de ses membres. Elle a souligné qu'elle comprenait que le remboursement du coût de l'assurance médicale de voyage pour ceux de ses membres qui bénéficient du fonds d'affectation spéciale créé en application de la résolution 55/7 de l'Assemblée générale pour faciliter la participation de ses membres originaires de pays en développement était une mesure transitoire et qu'une solution plus permanente serait présentée ultérieurement. La Commission a réaffirmé (voir CLCS/83, par. 10, et CLCS/85, par. 11) que, s'agissant de l'examen de questions liées aux conditions d'emploi, aucune distinction ne devait être faite entre les membres provenant de pays en développement et ceux provenant de pays développés et que ses préoccupations allaient bien au-delà de l'assurance médicale.

10. S'agissant de la question de l'espace de travail, la Commission a conclu que ses membres avaient besoin d'un espace de travail et de locaux plus appropriés. Elle a demandé au Président d'adresser une lettre au Directeur de la Division qui précise ces besoins aux fins de l'alinéa a) du paragraphe 84 de la résolution 69/245.

11. Rappelant les paragraphes pertinents de la résolution 69/245, ainsi que les demandes susmentionnées concernant l'espace de travail de ses membres, la Commission a dit espérer vivement que les États parties et, en dernier ressort, l'Assemblée générale tiendraient compte dès que possible, et bien avant l'expiration du mandat actuel de ses membres, des doléances qu'elle avait formulées au sujet des conditions d'emploi.

12. La Commission a également débattu du rythme de l'examen des demandes. Compte tenu de ses modalités de travail, elle a reconnu que l'augmentation du nombre de semaines de travail ne s'était pas encore traduite par une augmentation proportionnelle du nombre de recommandations approuvées. La Commission a noté que la fréquence, le volume et la complexité de la présentation de données et d'informations supplémentaires aux sous-commissions actives, ainsi que la rapidité des réponses des délégations aux demandes d'éclaircissement ou aux questions émanant de ces sous-commissions, avaient une incidence directe sur les délais d'examen des demandes. Cependant, elle a également noté que sa décision de former neuf sous-commissions actives simultanément réduisait le temps d'attente des demandes en souffrance.

13. Elle a ensuite décidé que pour le restant du mandat en cours de ses membres, qui vient à expiration en juin 2017, elle maintiendrait le programme actuel de réunions, c'est-à-dire qu'elle et ses sous-commissions continueraient de se réunir pendant un total de 21 semaines par an, à raison de trois sessions de sept semaines chacune, et que quatre de ces 21 semaines seraient consacrées à des séances plénières. Après de nouvelles délibérations, la Commission s'est ensuite prononcée sur le plan de travail de sa trente-huitième session (voir par. 72 à 74 plus loin).

Point 5 de l'ordre du jour **Examen de la demande présentée par l'Uruguay⁶**

Rapport de la Sous-Commission

14. Le Président de la Sous-Commission, M. Charles, a fait le point sur ses travaux pendant la période intersessions et la trente-septième session de la Commission, indiquant que celle-ci s'était réunie du 2 au 6 février, puis du 16 au 20 février 2015.

15. Ayant tenu deux réunions avec la Sous-Commission, la délégation uruguayenne a informé celle-ci de la conduite d'une nouvelle étude sismique et de son intention de lui en communiquer les résultats et l'interprétation avant le 10 juillet 2015.

16. La Sous-Commission a décidé que ses membres continueraient d'étudier cette demande pendant l'intersession et qu'elle en reprendrait l'examen à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation uruguayenne. Elle examinerait les nouvelles données et informations que la délégation uruguayenne lui fournirait à la trente-huitième session. La Sous-Commission serait peut-être alors en mesure de présenter un exposé en application du paragraphe 10.3 de l'annexe III du Règlement intérieur de la Commission (CLCS/40/Rev.1) à la trente-neuvième session.

17. La Commission a ensuite décidé que les réunions de la Sous-Commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 20 au 24 juillet puis du 17 au 21 août 2015.

Point 6 de l'ordre du jour **Examen de la demande présentée par les îles Cook** **concernant le plateau de Manihiki⁷**

Rapport de la Sous-Commission

18. Le Président de la Sous-Commission, M. Carrera, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux durant la période intersessions, puis, compte tenu du fait que la Sous-Commission s'était réunie du 2 au 6 février et suite à une décision que la Commission a adoptée en plénière à sa trente-septième session en vue d'optimiser l'efficacité de cette session et de faire avancer les travaux de la Sous-Commission, il en a de nouveau rendu compte à la trente-septième session de la Commission, du 16 au 20 mars 2015. La Sous-Commission a travaillé sur ses projets de recommandation.

19. Elle a décidé que, pendant la période intersessions, ses membres poursuivraient l'élaboration de ses projets de recommandation et de l'exposé qu'elle ferait en séance plénière et qu'elle reprendrait l'examen de cette demande à la trente-huitième session pour que soit arrêtée la version définitive des projets de

⁶ Demande présentée le 7 avril 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_ury_21_2009.htm.

⁷ Demande présentée le 16 avril 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_cok_23_2009.htm.

recommandation qu'elle présenterait à la Commission en séance plénière à cette session.

20. La Commission a ensuite décidé que les réunions de la Sous-Commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 20 au 31 juillet 2015.

Point 7 de l'ordre du jour **Examen de la demande présentée par l'Argentine⁸**

Rapport de la Sous-Commission

21. Le Président de la Sous-Commission, M. Carrera, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux durant la période intersessions et à la trente-septième session de la Commission, rappelant que la Sous-Commission s'était réunie du 17 au 27 février 2015.

22. La Sous-Commission a tenu quatre réunions avec la délégation de l'Argentine et a entendu les exposés de cette dernière au sujet des nouvelles informations et données fournies pour faire suite à la demande qui lui avait été faite à la trente-cinquième session. La Sous-Commission a présenté un exposé sur la zone située dans la partie septentrionale du secteur Atlantique de la marge continentale de l'Argentine. Il a été convenu que la délégation répondrait en détail à cet exposé au début de la trente-huitième session.

23. Il a également été convenu que la Sous-Commission ferait ensuite son exposé à la trente-huitième session en application du paragraphe 10.3 de l'annexe III au Règlement intérieur. La délégation pourrait également y répondre en application du paragraphe 10.4 de l'annexe III du Règlement intérieur. La Sous-Commission formulerait ensuite des projets de recommandation qu'elle présenterait à la séance plénière de la Commission, à sa trente-huitième session.

24. La Sous-Commission a décidé que ses membres poursuivraient l'élaboration de son exposé pendant l'intersession, en application du paragraphe 10.3 de l'annexe III au Règlement intérieur, et qu'elle reprendrait l'examen de la demande à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation argentine.

25. La Commission a ensuite décidé que les réunions de la Sous-Commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 10 au 21 août 2015.

⁸ Demande présentée le 21 avril 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_arg_25_2009.htm.

Point 8 de l'ordre du jour
Examen de la demande présentée par l'Islande concernant
la zone du bassin d'Ægir et des parties occidentale
et méridionale de la dorsale de Reykjanes⁹

Examen des projets de recommandation

26. La Commission a repris l'examen des projets de recommandation que lui avait soumis la Sous-Commission à la trente-quatrième session (voir CLCS/83, par. 64 à 66). Elle a décidé d'en poursuivre l'examen à sa trente-huitième session.

27. Elle a également examiné une communication de l'Islande en date du 2 mars 2015. Elle a pris note de cette communication et des vues qui y sont exprimées et a demandé au Président de répondre à l'Islande au nom de ses membres.

Point 9 de l'ordre du jour
Examen de la demande présentée par le Pakistan

Rapport de la Sous-Commission

28. Le Président de la sous-commission, M. Urabe, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux durant la période intersessions et à la trente-septième session de la Commission, rappelant que la Sous-Commission s'était réunie du 2 au 6 mars 2015. La Sous-Commission a préparé l'exposé qu'elle fera à la Commission sur ses projets de recommandation.

Examen des projets de recommandation

29. Le 10 mars 2015, le Président de la Sous-Commission, M. Urabe, ainsi que MM. Heinesen, Mahanjane et Njuguna, ont présenté un exposé à la Commission sur les « recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par la République islamique du Pakistan le 30 avril 2009 ».

30. Le même jour, une réunion s'est tenue entre la délégation pakistanaise et la Commission, conformément au paragraphe 15.1 *bis* de l'annexe III du Règlement intérieur. Lors de cette réunion, l'exposé du Pakistan a été présenté par la Représentante permanente du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies et chef de délégation, Malecha Lodhi, le procureur général aux forces armées, Zafar Mansoor Tipu, l'attaché de recherche principal et directeur de projet, Asif Inam, et l'hydrographe adjoint, Salman Ahmed Khan. La délégation pakistanaise comprenait aussi plusieurs conseillers. Dans son exposé, elle a déclaré souscrire aux conclusions de la Sous-Commission.

Approbation des recommandations

31. La Commission a ensuite poursuivi ses délibérations à huis clos. Le 13 mars 2015, à l'issue d'un examen approfondi des projets de recommandation élaborés par la Sous-Commission et de l'exposé susmentionné, elle a adopté par consensus les « recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de

⁹ Demande présentée le 29 avril 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_isl_27_2009.htm.

la demande présentée par la République islamique du Pakistan le 30 avril 2009 », telles qu'amendées. Conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 3 de l'annexe II de la Convention, les recommandations et un résumé de celles-ci ont été soumis par écrit à l'État côtier et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 19 mars 2015.

Point 10 de l'ordre du jour
Examen de la demande présentée par la Norvège
concernant l'île Bouvet et la Terre de la Reine-Maud

Rapport de la sous-commission

32. Le Président de la sous-commission, M. Haworth, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux durant la période intersessions et à la trente-septième session de la Commission, rappelant que la sous-commission s'était réunie du 2 au 6 mars 2015.

33. La sous-commission s'est réunie trois fois avec la délégation norvégienne et a étudié à cette occasion les informations complémentaires que celle-ci lui a fournies. La délégation norvégienne a indiqué qu'elle avait l'intention de lui communiquer un résumé révisé.

34. La sous-commission a décidé que ses membres poursuivraient l'examen de cette demande pendant l'intersession et qu'elle le reprendrait à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation norvégienne.

35. Elle a ensuite décidé que les réunions de la sous-commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 27 au 31 juillet, puis du 31 août au 4 septembre 2015.

Point 11 de l'ordre du jour
Examen de la demande présentée par l'Afrique du Sud
concernant le territoire continental de la République
sud-africaine

Rapport de la sous-commission

36. Le Président de la sous-commission, M. Haworth, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux durant la période intersessions, puis, compte tenu du fait que la sous-commission s'était réunie du 23 au 27 février 2015 et suite à une décision que la Commission a adoptée en plénière à sa trente-septième session en vue d'optimiser l'efficacité de cette session et de faire avancer les travaux de la sous-commission, il en a de nouveau rendu compte à la trente-septième session de la Commission, du 16 au 20 mars 2015.

37. Au cours des trois réunions que la sous-commission a tenues avec la délégation de l'Afrique du Sud, celle-ci a présenté des données et informations complémentaires sur la région de la dorsale du Mozambique et du plateau des Aiguilles, et la sous-commission a exposé ses vues sur la marge occidentale. La délégation a ensuite présenté un exposé en réponse à celui de la sous-commission. La sous-commission a également examiné les informations complémentaires

communiquées et poursuivi son analyse de la zone de la dorsale du Mozambique et du plateau des Aiguilles.

38. La sous-commission a décidé que ses membres poursuivraient l'examen de cette demande pendant l'intersession et qu'elle le reprendrait à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation sud-africaine.

39. La Commission a ensuite décidé que les réunions de la sous-commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 10 au 14 août 2015.

Point 12 de l'ordre du jour

Examen de la demande conjointe présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon concernant le plateau d'Ontong Java

Rapport de la sous-commission

40. Le Président de la sous-commission, M. Roest, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux durant la période intersessions, puis, compte tenu du fait que la sous-commission s'était réunie du 23 au 27 février 2015 et suite à une décision que la Commission a adoptée en plénière à sa trente-septième session en vue d'optimiser l'efficacité de cette session et de faire avancer les travaux de la sous-commission, il en a de nouveau rendu compte à la trente-septième session de la Commission, du 16 au 20 mars 2015. La sous-commission ne s'est pas réunie avec la délégation conjointe pendant la trente-septième session.

41. Elle a poursuivi l'examen scientifique et technique général de cette demande conjointe. La délégation conjointe a adressé à la sous-commission un document répondant à la demande d'éclaircissement que celle-ci lui avait adressée à sa trente-sixième session. À l'issue de ses délibérations, la sous-commission a formulé des demandes d'éclaircissements qui ont ensuite été transmises par écrit à la délégation conjointe.

42. La sous-commission a décidé que ses membres poursuivraient l'examen de cette demande conjointe pendant l'intersession et qu'elle le reprendrait à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation conjointe.

43. La Commission a ensuite décidé que les réunions de la sous-commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 27 au 31 juillet, puis du 10 au 14 août 2015.

Point 13 de l'ordre du jour

Examen de la demande conjointe présentée par la France et l'Afrique du Sud concernant la zone de l'archipel de Crozet et des îles du Prince-Édouard

Rapport de la sous-commission

44. Le Président de la sous-commission, M. Njuguna, a fait le point sur ses travaux pendant la période intersessions et à la trente-septième session de la Commission, indiquant que la sous-commission s'était réunie du 2 au 6 février, puis du 17 au 20 février 2015.

45. La sous-commission s'est réunie trois fois avec la délégation conjointe, à laquelle elle a exposé un certain nombre de questions dans le contexte de l'examen scientifique et technique de la communication conjointe, et qui lui a répondu par un exposé. La sous-commission a ensuite fait part de ses vues sur les questions en suspens.

46. Elle a décidé que ses membres poursuivraient l'examen de cette demande pendant l'intersession et qu'elle le reprendrait à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation conjointe.

47. La Commission a ensuite décidé que les réunions de la sous-commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 20 au 24 juillet, puis du 17 au 21 août 2015.

Point 14 de l'ordre du jour **Examen de la demande présentée par Maurice** **concernant la région de l'île Rodrigues.**

Rapport de la sous-commission

48. Le Président de la sous-commission, M. Madon, a rendu compte de l'état d'avancement de ses travaux à la trente-septième session de la Commission et a indiqué que la sous-commission s'était réunie du 2 au 6 mars 2015. La sous-commission ne s'est pas réunie avec la délégation pendant la trente-septième session.

49. Elle a examiné cette demande plus en détail, en attendant les données et informations supplémentaires que lui communiquera Maurice à la trente-huitième session.

50. Elle a décidé de reprendre l'examen de cette demande à la trente-huitième session, notamment dans le cadre de réunions avec la délégation mauricienne.

51. Elle a ensuite décidé que les réunions de la sous-commission durant la trente-huitième session se tiendraient du 31 août au 4 septembre 2015.

Point 15 de l'ordre du jour **Examen de la demande présentée par les Tonga,** **au sujet de la partie ouest de la ride de Lau-Colville**

52. La demande partielle des Tonga a été présentée le 13 février 2015 par le chef de la délégation et Prince héritier, Tupouto'a 'Ulukalala; le Ministre des terres et des ressources naturelles et Ministre de la défense, Lord Ma'afu Tuku'i'aulahi; le Représentant permanent des Tonga auprès de l'Organisation des Nations Unies, Mahe'uli'uli Sandhurst Tupouniua; le conseiller juridique du Gouvernement par intérim, 'Asipeli'Aminiasi Kefu; le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et au commerce, Viliami Va'inga Tone; le Secrétaire adjoint du Ministère des terres et des ressources naturelles, Taaniela Kula. Le Représentant permanent adjoint, Tevita Suka Mangisi, faisaient également partie de la délégation.

53. Après avoir donné des précisions sur des questions de fond évoquées dans cette demande, Lord Ma'afu a noté que la première demande partielle des Tonga, présentée le 11 mai 2009, portait sur la délimitation du plateau continental au-delà

de 200 milles marins dans la partie orientale de la dorsale des Tonga-Kermadec. M. Tone a indiqué que la zone du plateau continental visée par la demande ne faisait l'objet d'aucun différend et qu'aucune note verbale émanant d'autres pays n'avait été reçue à ce sujet. Cette demande était en outre présentée sans préjudice de la délimitation avec les Fidji et la Nouvelle-Zélande qui pourrait être effectuée à une date ultérieure. M. Tone a noté que l'un des membres de la Commission, M. Carrera, avait apporté des conseils et une aide aux Tonga pour présenter cette demande. Les Tonga avaient également bénéficié de l'aide de la Division des Services consultatifs spéciaux du Secrétariat du Commonwealth, qui avait fourni des pièces détachées et dispensé une formation scientifique et technique. Lord Ma'afu a proposé que la Commission examine rapidement cette demande partielle en séance plénière, car elle porte sur la même région qu'une autre demande proposant la même délimitation, dont la Commission avait été saisie et à propos de laquelle elle avait adopté des recommandations en se fondant sur les mêmes données et informations.

54. La Commission a ensuite poursuivi sa séance à huis clos. S'agissant des modalités d'examen de cette demande, ayant pris note de la requête des Tonga tendant à ce que la sous-commission se prononce rapidement, la Commission a décidé que, selon l'usage établi, en application de l'article 5 de l'annexe II de la Convention et de l'article 42 de son règlement intérieur, cette demande serait examinée lors d'une prochaine session par une sous-commission créée conformément au paragraphe 4 *ter* de l'article 51 du Règlement intérieur. Cette sous-commission serait établie le moment venu, les demandes étant examinées dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Point 16 de l'ordre du jour

Rapport du Président du Comité de la confidentialité

55. Le Président du Comité de la confidentialité, M. Park, a indiqué qu'aucune question relevant de la compétence du Comité ne s'étant posée depuis la trente-cinquième session, la Commission n'avait pas eu à se réunir pendant la trente-septième session.

56. La Commission a pris note du rapport.

Point 17 de l'ordre du jour

Rapport du Président du Comité de rédaction

57. Le Président du Comité de rédaction, M. Haworth, a indiqué que le Comité n'avait pas eu à se réunir pendant la trente-septième session. Il a aussi informé la Commission que le Comité avait reçu des observations complémentaires au sujet du modèle devant servir à l'établissement des recommandations de la Commission relatives aux demandes¹⁰. Il a encouragé les membres de la Commission à poursuivre l'examen de ce modèle en tenant compte des autres recommandations en cours d'élaboration et à envoyer tout autre commentaire ou proposition d'amélioration au Comité de rédaction.

58. La Commission a pris note du rapport.

¹⁰ Voir CLCS/62, par. 82; CLCS/78, par. 41 et 42; CLCS/80, par. 72; CLCS/83, par. 88.

Point 18 de l'ordre du jour
Rapport du Président du Comité des avis scientifiques et techniques

59. Le Président du Comité des avis scientifiques et techniques, M. Urabe, a dit que le Comité avait siégé une fois et qu'il n'avait reçu de demande officielle d'avis scientifique et technique de la part d'aucun État côtier. Il a également rappelé la proposition concernant les questions de nature scientifique et technique qui avait été portée à l'attention de la Commission à sa trente-cinquième session¹¹.

60. La Commission a pris note du rapport et a invité ses membres à porter toute question de ce type à l'attention de la plénière, selon que de besoin.

Point 19 de l'ordre du jour
Rapport du Président du Comité de la formation et autres questions de formation

61. Le Président du Comité de la formation, M. Carrera, a déclaré que le Comité n'avait pas eu à se réunir pendant la période considérée et qu'ayant été contacté par des pays intéressés par l'organisation d'activités de formation, il leur avait conseillé d'adresser leurs demandes à la Division.

62. La Commission a pris acte du rapport et des informations communiquées par la Division à propos des activités de formation qui pourraient être organisées.

Point 20 de l'ordre du jour
Questions diverses

Questions ayant trait à la participation des membres à des conférences et colloques

63. Pour examiner la question de la participation des membres à des conférences et colloques, la Commission a créé un groupe de travail à composition non limitée, dont les principaux membres sont MM. Carrera, Glumov, Marques, Oduro, Park et Roest et le Président, M. Carrera.

64. Le 9 mars 2015, le Président de ce groupe de travail à composition non limitée a rendu compte du résultat de ses travaux. La Commission a ensuite adopté le document révisé établi par le Groupe de travail, à savoir les directives relatives à la participation des membres de la Commission à des conférences et colloques, en tant que document interne.

Renvoi par une sous-commission, à la séance plénière de la Commission, de questions de nature générale rencontrées durant l'examen d'une demande

65. Les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues sur les circonstances dans lesquelles une sous-commission pourrait renvoyer à la séance

¹¹ Voir CLCS/85, par. 79 et 95.

plénière de la Commission des questions d'ordre général abordées lors de l'examen d'une demande.

66. La Commission a créé un groupe de travail restreint composé de deux membres, qu'elle a prié d'examiner cette question plus avant et de lui faire rapport à ce sujet à sa trente-huitième session.

Questions de nature scientifique et technique

67. La Commission a de nouveau examiné la possibilité de consacrer du temps à un débat interne sur des questions de nature scientifique et technique lors d'une prochaine session. Étant donné la lourde charge de travail de la trente-septième session liée à l'examen des demandes, il a été décidé qu'un débat interne de cette nature pourrait avoir lieu au cours de prochaines sessions, quand la charge de travail le permettrait.

Procédures et pratiques des sous-commissions

68. La Commission a créé un groupe de travail à composition non limitée, dont les principaux membres sont MM. Awosika, Carrera, Kalngui, Madon, Oduro, Park et Roest, en vue d'établir un projet de présentation type décrivant les procédures et pratiques suivies par ses sous-commissions lors de l'examen des demandes. Ce projet de présentation serait examiné en séance plénière à la trente-huitième session.

Logiciels de gestion des données géographiques utilisés pour la présentation des demandes

69. Pour un certain nombre de demandes en souffrance, les logiciels de gestion des données géographiques que les États ont utilisés pour établir ces demandes ne seront peut-être plus compatibles avec les versions que la Commission pourrait utiliser au moment d'examiner lesdites demandes. À cet égard, la Commission a décidé d'encourager les États qui présentent des demandes à veiller à ce que les parties de ces demandes pour lesquelles un logiciel de gestion des données géographiques a été utilisé restent compatibles avec la version qu'elle utilise¹².

Communication du Sri Lanka en date du 12 février 2015

70. Le 12 février 2015, le Sri Lanka a adressé une communication au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui a été portée à l'attention de la Commission. Celle-ci a pris note de cette communication et des vues qui y étaient exprimées.

Communications reçues d'États

71. La Commission a noté l'intérêt général que les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États parties à la Convention portent à la transparence de ses travaux. À moins que leurs communications ne transmettent des données et informations confidentielles, la Commission a de nouveau encouragé les États Membres à éviter¹³, dans la mesure du possible, d'en restreindre la diffusion à

¹² Des informations sur les versions des logiciels SIG actuellement utilisées par la Commission peuvent être consultées sur le site Web de la Division à l'adresse www.un.org/depts/los/clcs_new/clcs_home.htm.

¹³ Voir CLCS/83, par. 98.

ses seuls membres, surtout lorsqu'elles font référence à une demande émanant d'un autre État.

Prochaine session de la Commission

72. La Commission a rappelé qu'elle avait décidé de tenir sa trente-huitième session du 20 juillet au 4 septembre 2015 [voir CLCS/85, par. 87 b)], comme l'a approuvé l'Assemblée générale au paragraphe 85 de sa résolution 69/245. Lors des débats sur le plan de travail de cette session, elle s'est efforcée d'organiser les réunions des sous-commissions en activité de façon à faire avancer au maximum l'examen des demandes et, dans la mesure du possible, à répartir équitablement la charge de travail entre ses membres.

73. Elle a décidé que la sous-commission créée pour examiner la demande de l'Uruguay se réunirait du 20 au 24 juillet et du 17 au 21 août; que la sous-commission créée pour examiner la demande déposée par les Îles Cook concernant le plateau de Manihiki se réunirait du 20 au 31 juillet; que la sous-commission constituée pour examiner la demande présentée par l'Argentine se réunirait du 10 au 21 août; que la sous-commission créée pour examiner la demande présentée par la Norvège concernant l'île Bouvet et la Terre de la Reine-Maud se réunirait du 27 au 31 juillet, puis du 31 août au 4 septembre; que la sous-commission chargée d'examiner la demande présentée par l'Afrique du Sud concernant le territoire continental de la République sud-africaine se réunirait du 10 au 14 août; que la sous-commission chargée d'examiner la demande conjointe des États fédérés de Micronésie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Îles Salomon concernant le plateau d'Ontong Java se réunirait du 27 au 31 juillet, puis du 10 au 14 août; que la sous-commission créée pour examiner la demande conjointe de la France et l'Afrique du Sud au sujet de la zone de l'archipel des Crozet et des îles du Prince-Édouard se réunirait du 20 au 24 juillet, puis du 17 au 21 août; que la sous-commission créée pour examiner la demande déposée par Maurice concernant la région de l'île Rodrigues se réunirait du 31 août au 4 septembre. Il a été décidé qu'une autre sous-commission, qui se réunirait du 31 août au 4 septembre, ne serait pas constituée avant la plénière de la trente-huitième session.

74. Les séances plénières de la trente-huitième session se dérouleront du 3 au 7 et du 24 au 28 août 2015.

États de présence des membres

75. La Commission a examiné la question des états de présence et souligné de nouveau qu'il importait que tous ses membres participent à toutes ses réunions et s'y présentent à l'heure. Le Président a informé la Commission qu'il signalerait aux missions permanentes l'absence des membres nommés par leurs gouvernements et les répercussions de leur absence sur ses travaux, selon que de besoin.

76. La Commission a pris acte de la lettre de démission adressée au Président par George Jaoshvili, membre de la Commission dont la candidature avait été présentée par la Géorgie le 16 janvier 2015. À ce sujet, le Président a rappelé qu'un siège était ainsi devenu vacant parmi les membres de la Commission élus dans le Groupe des États d'Europe orientale et qu'il devrait être pourvu au moyen d'une élection partielle à la vingt-cinquième réunion des États parties, qui se tiendrait à New York du 8 au 12 juin 2015.

Fonds d'affectation spéciale

77. Le Secrétariat a informé la Commission de l'état du fonds d'affectation spéciale destiné à défrayer les membres de la Commission originaires de pays en développement du coût de leur participation aux réunions de la Commission. À la trente-sixième session, huit membres avaient reçu une aide financière, d'un montant total d'environ 137 000 dollars. Pour sa trente-septième session, huit membres avaient reçu une aide financière d'un montant total estimé à 155 000 dollars. Le Secrétariat a également informé la Commission que, depuis la dernière déclaration de son président, un pays avait versé une contribution de 18 185,15 dollars. Au 10 mars 2015, le fonds d'affectation spéciale présentait un solde créditeur d'environ 681 000 dollars. La Commission s'est félicitée des contributions versées, mais a constaté avec préoccupation la baisse de leur niveau et la situation du fonds. À cet égard, elle a insisté sur l'importance de ce fonds compte tenu de la nouvelle organisation des travaux qu'elle a adoptée après avoir examiné la demande formulée par la Réunion des États parties (voir SPLOS/229). Sans des contributions régulières, le fonds ne pourra aider les membres concernés à participer aux 21 semaines de réunions annuelles de la Commission et de ses sous-commissions. À cet égard, il convient de rappeler qu'à la suite de l'inclusion du remboursement des frais d'assurance médicale de voyage dans le mandat du fonds d'affectation spéciale, celui-ci pourrait voir ses ressources se tarir plus rapidement.

78. La Commission a également entendu un exposé sur la situation du fonds d'affectation spéciale destiné à aider les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, à préparer leurs demandes, conformément aux dispositions de l'article 76 de la Convention. Le Secrétariat a également informé la Commission que, depuis la dernière déclaration de son président, aucun pays n'avait versé de contribution. Deux indemnités, d'environ 44 000 et 107 000 dollars, ont été octroyées. Elles devraient être versées dans les semaines à venir. Au 10 mars 2015, le fonds d'affectation spéciale présentait un solde créditeur d'environ 1 314 000 dollars.

Remerciements

79. La Commission a exprimé sa satisfaction et sa gratitude à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer pour la qualité des services de secrétariat mis à sa disposition.

80. La Commission a exprimé sa reconnaissance aux autres fonctionnaires du Secrétariat pour l'aide qu'ils lui avaient apportée. Elle a salué en particulier le professionnalisme des services d'interprétation dans les langues officielles de l'Organisation et des fonctionnaires des conférences.